



LA DETTE, LES MENSONGES DE L'ÉCONOMIE

Les hommes politiques s'entendent pour déclarer, dans une présentation culpabilisante, que la France est gravement endettée, et que nous devrions tous faire un effort pour réduire notre dette.

Faut-il prendre ceci pour argent comptant ?

Pourquoi et auprès de qui sommes-nous ainsi endettés ?

Voici un épouvantail déshabillé par un ancien pilote de Concorde et un ancien chef d'entreprise.



L'ÉTAT DOIT ÊTRE GÉRÉ «EN BON PÈRE DE FAMILLE», LA DETTE APPAUVRIT LA NATION, IL FAUT LA REMBOURSER !

Bien, partons de cette affirmation puisqu'elle nous est régulièrement servie par nos dirigeants politiques. Monsieur Raffarin par exemple, déclarait en 2002 : «Moi, j'ai des idées simples. C'est de la bonne gestion de père de famille. Je suis tout à fait favorable à ce que nous puissions très rapidement réduire les déficits.» Le même genre de discours a été tenu plus récemment par Monsieur Sarkozy, lors de la discussion du budget, avec la même référence à la gestion en «bon père de famille». L'idée que l'on veut faire entrer dans les têtes est que l'État vivrait au-dessus de ses moyens, que la dette résulterait d'une augmentation excessive des dépenses publiques (injustifiées !), que l'on ne peut pas dépenser plus qu'on ne gagne, et qu'ainsi on pénalise l'avenir des générations futures qui devront payer ce que nous avons acheté à crédit ! Comment le citoyen «normal» ne pourrait-il pas être sensible à un discours qui semble relever du plus élémentaire bon sens. Tout «bon père de famille» sait que s'il s'endette trop, il va se trouver confronté à une situation inextricable. Tout bon gestionnaire sait que l'accumulation de dettes obère les résultats de l'entreprise et peut la conduire à la faillite. Le discours à l'évidence est sain et laisse l'impression que nous avons en face de nous des personnes sensées et responsables.

Eh bien, ce discours n'est que de la propagande idéologique qui revêt, comme toute bonne propagande doit le faire, des «habits de moine». Il faut toutefois rendre hommage à nos «moines», le discours est pédagogique, compréhensible par tous et en appa-

rence inattaquable, car quoi de plus habile que de présenter les choses du point de vue de celui qui les considère ? «Alors l'idée fait son chemin, quelle que soit sa sensibilité politique, chacun la revendique comme symbole de responsabilité citoyenne et de vertu politique. N'en déplaise à la pudeur des uns et aux bonnes moeurs des autres, défroquons notre moine.



UNE COMPARAISON DÉMAGOGIQUE

Un père, une famille ou une entreprise sont des «personnes» physiques ou morales qui composent la Société. Elles ne sont pas la Société. C'est confondre le particulier et le collectif. Pour commencer, l'état a un privilège que n'a pas le particulier : celui de fixer lui-même le montant de ses recettes. Celles-ci proviennent de la fiscalité, des services qu'il fait payer et des bénéfices des entreprises publiques. En théorie, il n'a pas à emprunter, s'il le fait, c'est par choix. Regardons le budget 2006 de la France. Il anticipe des dépenses pour un montant de 329,5 milliards d'euros et des recettes pour 282,6 milliards et donc un déficit de 46,9 milliards d'euros. Il y a choix d'avoir des dépenses supérieures aux recettes, dans le souci de mieux répondre aux besoins de la nation, et il y a choix de financer le déficit en ayant recours à l'emprunt plutôt qu'à la fiscalité.



Il est étonnant que l'on ne nous parle jamais de l'actif que représente la dette. Le nouveau-né français est aussi riche en moyenne à sa naissance de 166 000 euros représentant la somme des patrimoines publics et privés divisée par le nombre d'habitants.

Note 1 : Keynes est un économiste anglais du début du XXe siècle qui prônait une régulation du système capitaliste par l'intervention active de l'État dans l'économie pour assurer le plein emploi.



CE CHOIX N'A RIEN À VOIR AVEC LA FAIBLESSE DE L'ÉTAT

Il ne date pas d'hier. La dette de la France représentait 16% de son PIB en 1974. Elle représente fin 2005, 66%. Glissement intolérable et dangereux ? La dette des Etats-Unis fin 2005 était égale à 65% de son PIB, celle de la zone euro, 72% et celle du Japon 169%. Ces pays ne sont pas considérés comme économiquement fragiles ! Les états les plus puissants en sont la preuve, ils ont la possibilité de faire grandir leur déficit d'année en année, sans que cela les affaiblisse. L'état n'a pas vocation à faire du profit, il a vocation de «régulation». Il est certain que cette vocation chère à Keynes¹ est devenue très impopulaire avec la montée de la pensée ultra-libérale. L'état a pour mission de veiller à l'intérêt commun, en édictant des règles du jeu qui garantissent et maintiennent le lien social.

Enfin, et ce point est loin d'être négligeable, un pays est immortel. Ce détail change bien les choses car il n'est pas à craindre que les engagements liés à la dette ne puissent être tenus suite à la disparition du débiteur. Arrêtons donc de nous laisser bernier par une pédagogie démagogique et tout à fait impropre.



UNE DETTE, OUI ! ET LES ACTIFS

Afin d'enfoncer le clou et de toucher le cœur de ceux qui ne se laissent pas sensibiliser par la raison, nos bons moines entonnent la chanson de l'héritage que nous laissons à nos enfants. En France, 1067 milliards d'euros, fin 2004, soit la bagatelle de 17500 euros de dette pesant sur les frêles épaules de chaque nouveau-né si la population reste égale. Honte à vous parents indignes, comment se regarder dans une glace après cela ?

Mais en règle générale, lorsque l'on contracte une dette, c'est pour avoir quelque chose en contrepartie. Or il est étonnant que l'on ne nous parle jamais de l'actif que représente cette dette. En France, cette année, le déficit était de 46,9 milliards d'euros. Mais cette même année, les dépenses d'investissements -écoles, hôpitaux, infrastructures de transports et de communications, etc. - se montaient à 56 milliards d'euros. Ce sont des richesses réelles dont nous profiterons, ainsi que nos descendants. Le nouveau-né français est aussi riche en moyenne à sa naissance de 166 000 euros représentant la somme des patrimoines publics et privés divisée par le nombre d'habitants.



PRÊCHER LE FAUX POUR MASQUER CE QUI N'EST PAS AVOUABLE

Mais nos bons moines ne se laissent pas désarmer aussi facilement. Ainsi l'ancien ministre des Finances, Thierry Breton, sacrifia-t-il au politiquement correct, en rajoutant une couche par crainte que le sentiment de culpabilité des citoyens ne soit pas encore assez prononcé. Il déclara que les 1067 milliards actuels ne représentaient pas la totalité de la dette. Il fallait y ajouter les retraites à venir des fonctionnaires d'état, des collectivités territoriales et des hôpitaux publics, ce qui portait la dette à plus de 2000 milliards. Pourquoi donc utiliser des arguments si outranciers ? Parce qu'assénés avec aplomb, leur apparent bon sens, additionné à l'effet électrochoc des chiffres, a toutes les chances de marquer les esprits de façon indélébile. Dans quel but ? celui d'alimenter le courant de pensée néo-libéral globalement ambiant. Le néo-libéralisme s'appuie sur le postulat que le marché est autorégulateur dès lors que l'on laisse s'exercer la loi de l'offre et de la demande, sans aucune intervention. L'état doit donc se désengager de l'économie. Sa fonction devant se réduire à un rôle de police et de justice, pour assurer la sécurité sans laquelle la main invisible du marché ne pourrait dispenser ses bienfaits. Il est donc de bon ton d'ancrer dans les têtes que l'état est un piètre gestionnaire et qu'il gaspille l'argent public. Et ce qui est encore plus efficace en matière de communication, c'est d'affirmer que l'accroissement de la dette proviendrait d'une augmentation excessive des dépenses de l'état. Or c'est faux. Il y a accroissement de la dette parce que l'état choisit de recourir à l'emprunt par l'émission d'obligations, plutôt qu'à l'augmentation de l'impôt : nous verrons pourquoi plus loin, il n'y a pas en cela hérésie économique.



À QUI PROFITE LA DETTE ?

Contrairement à ce que l'on veut nous faire croire, la dette ne s'alourdit pas uniquement en fonction de l'accroissement des dépenses de l'état, mais par un effet cumulé de l'abaissement des recettes et de l'effet «boule de neige» de l'intérêt.



Les gouvernements successifs, de droite comme de gauche, ont choisi depuis une vingtaine d'années de réduire les recettes et de reporter le manque à gagner sur l'emprunt, car diminuer l'impôt est une mesure électorale psychologiquement favorable. Mais ce choix politique est loin d'être neutre. Cela revient à transférer la richesse des plus démunis vers les plus nantis. Bien sûr, réduire l'impôt est populaire. C'est une annonce dont tout le monde se réjouit, mais les allègements successifs ne profitent pas à tous de la même manière. D'abord, les plus démunis ne paient pas l'impôt sur le revenu. Ensuite pour la majorité des contribuables, le gain est modeste, en rapport avec la modicité de leurs ressources. En revanche, la différence est sensible sur les plus gros revenus. Mais le cadeau ne se limite pas au seul avantage fiscal. C'est, pour les plus nantis, une possibilité d'épargne supplémentaire à placer.

Il faut savoir qu'en France, 40% du patrimoine national est détenu par 10% des familles les plus aisées. À titre d'exemple, en avril 2005, l'état français a proposé une Obligation Assimilable au Trésor (OAT) qu'il s'est engagé à émettre à hauteur de 6 milliards d'euros. Or ce sont 19,5 milliards qui ont été demandés par les épargnants. Comme quoi la dette ne donne pas des boutons à tout le monde. Elle est pour ceux qui en ont les moyens, une source d'enrichissement.



.../...
**FIN DE L'EXTRAIT DE L'ARTICLE
PARU DANS SACRÉE PLANÈTE PAPIER N°23**

Pour lire la suite :

- **commandez l'article en numérique, [CLIC ICI](#) ou**
- **achetez le magazine papier encore disponible, [CLIC ICI](#)**

Merci de ne pas reproduire cet extrait sans autorisation préalable à contact@rezo-sacree-planete.com.